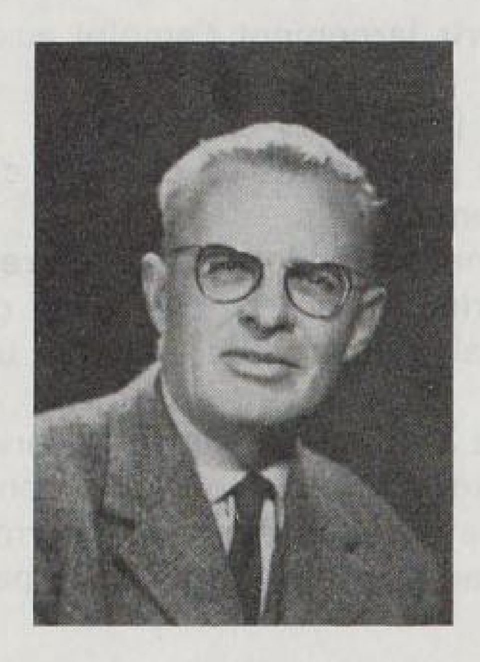
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

CIRCONSCRIPTION DE RENNES-NORD

FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATE ET SOCIALISTE





Charles LECOMTE
Professeur
Vice-Président de la F.G.D.S. d'Ille-et-Vilaine

Jean-Pierre PLANCKAERT
Commerçant
Secrétaire Général de la F.G.D.S. d'Ille-et-Vilaine et du Club "Bretagne et Démocratie"

LA FAILLITE DU GAULLISME

Dix ans de pouvoir absolu et de mépris du peuple ont conduit le pays au chaos :

AU PASSIF :

— Chômage des jeunes et d'un demi-million d'adultes ;
— Inquiétude des étudiants pour leur avenir ;
— Détresse des personnes âgées ;
— Appauvrissement continu des paysans ;
— Difficultés grandissantes des artisans et commerçants ;
— Déceptions et angoisse des ouvriers désarmés face à un patronat égoïste ;
— La démocratie bafouée et humiliée par un pouvoir exécutif tout-puissant appuyé sur des députés « inconditionnels ».

A L'ACTIF :

— Les sociétés anonymes et les grosses fortunes épargnées par la fiscalité ;
— Les privilèges exorbitants des industries de guerre ;
— La spéculation sur l'or, les terrains, les constructions de luxe ;
— Le mépris des aspirations de la jeunesse ;
— Une politique de faux prestige fondée sur une force de frappe illusoire et ruineuse.

LES SOLUTIONS DE LA F. G. D. S

Seule la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste s'appuyant sur la confiance populaire est capable de diriger un gouvernement qui entreprendra les profondes réformes de structures qu'exige la réalisation de la démocratie socialiste, garante des libertés fondamentales, de la justice sociale et de l'efficacité économique.

LES LIBERTÉS :

Liberté d'expression et d'information sous toutes ses formes, participation effective de tous aux décisions d'ordre collectif, extension et renforcement des libertés politiques, économiques et sociales, protection des citoyens contre tout autoritarisme.

LA JUSTICE ET LE PROGRÈS SOCIAL :

Garantie et amélioration du pouvoir d'achat, et notamment celui des personnes les plus défavorisées : retraités, invalides...

Diminution progressive du temps de travail pour ouvrir largement l'emploi aux jeunes et aux chômeurs.

Lutte contre la spéculation foncière et priorité aux logements sociaux.

Réforme fiscale supprimant les privilèges, taxant les plus-values en capital ; chacun contribuant au paiement de l'impôt en proportion de ses revenus réels.

Juste rémunération du travail paysan par une réforme profonde des structures de l'économie rurale, comportant notamment une politique appropriée des prix agricoles garantis et soutenus tant sur le plan national qu'européen, une régionalisation des crédits et une spécialisation en fonction des aptitudes naturelles bretonnes.

Mise en œuvre d'une véritable politique de la Santé publique et de la Sécurité sociale.

Promotion de la femme : dignité personnelle, égalité des salaires, création d'équipements sociaux pour la mère de famille, crèches, écoles maternelles à effectif normal...

Démocratie à l'école et à l'université par une large autonomie interne et la participation de tous les intéressés à la gestion.

L'EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE :

La politique de justice et de progrès social doit s'appuyer sur une politique économique et financière au service de la Nation tout entière, et non à celui des puissants intérêts particuliers.

L'instrument de cette politique doit être un plan définissant des objectifs précis s'imposant à tous, et qui s'insère dans le cadre d'une politique européenne intégrée.

L'économie doit être restructurée, à la fois dans le sens de l'efficacité et de la protection des travailleurs :

— Extension des nationalisations dans les secteurs où la nécessité s'en fait sentir : banques d'affaires, assurances, armement, aéronautique, espace.

— Création d'une Banque nationale d'investissement pour la modernisation, la reconversion et le développement des industries de pointe, en vue d'assurer le plein emploi et l'adaptation des structures françaises à la concurrence internationale.

— Contrôle de certains secteurs d'importance vitale pour la Nation : industries de la sidérurgie, des produits pharmaceutiques, de l'atome et de l'informatique.

— Législation anti-trust et refonte des administrations économiques et financières pour faire prévaloir l'intérêt général contre les abus de la technocratie.

MAIS LA FRANCE N'EST PAS SEULE DANS LE MONDE :

Sans doctrine ni moralité, la diplomatie gaulliste n'est qu'une diplomatie de clientèle et de règlements de comptes. En matière internationale la démocratie socialiste implique la liberté pour chaque peuple, la solidarité entre les nations, la paix pour tous.

La forme privilégiée de notre action internationale demeure l'unité européenne, seule formule qui concilie les chances de la démocratie socialiste avec l'indépendance politique dans la solidarité économique.

L'établissement d'une paix solide et durable exige l'organisation de la coexistence pacifique et en particulier un désarmement programmé, contrôlé par les Nations Unies et étendu aux armes nucléaires dont la prolifération doit être bannie.

DÉMOCRATES ET SOCIALISTES, POUR ASSURER LA VICTOIRE DE LA GAUCHE, VOTEZ POUR LES CANDIDATS DE LA F.G.D.S.

Charles LECOMTE & Jean-Pierre PLANCKAERT

IMP. TACHOT & QUENTIER - RENNES